

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (1968)

Heft: 88

Artikel: Le socialisme difficile

Autor: Contat, Michel

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1008251>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 09.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domaine public

88

Bi-mensuel romand
N° 88 29 février 1968 Cinquième année

Rédacteur responsable : André Gavillet
Le numéro : 70 centimes

Abonnement pour 20 numéros :

Pour la Suisse : 12 francs
Pour l'étranger : 15 francs

Changement d'adresse : 50 centimes

Administration, rédaction :

Lausanne, Case Chauderon 142

Chèque postal 10 - 155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A., Lausanne

Aux articles de ce numéro
ont collaboré :

Gaston Cherpillod

Henri Galland

André Gavillet

Jean-Jacques Leu

Marx Lévy

Serge Maret

Jacques Morier-Genoud

Christian Ogay

C.-F. Pochon

Le N° 89 sortira de presse le jeudi 14 mars 1968

Présentation d'un numéro idéologique: illustration et critique du gauchisme

Avec ses quatre pages, « Domaine public » n'exige pas que nous composions un sommaire du journal. Que vous commenciez par la une, la quatre ou les pages intérieures, vous ne risquez pas de vous perdre. Ce numéro, par exception, veut que soient précisés la genèse des articles et le mode d'emploi. Cet automne, nous avions donné sous signature un compte rendu de la conférence d'André Gorz. C'était à grands traits, comme une esquisse; c'était à gros traits impatients et irrités, devant cette simplification de l'histoire contemporaine où nous pressentions un mélodrame à trois personnages : la masse, qui ignore qu'elle est appelée aux royaumes destinées de classe dirigeante, l'intellectuel, ayant la praxis infuse, qui devrait révéler à la masse les mystères de sa naissance princière, le traître enfin, sans qui il n'y aurait pas de mélodrame, et qui empêche social-démocratiquement la belle au bois dormant de se réveiller. Le mélodrame avait, certes, la simplicité rassurante du conte, sauf qu'il dégageait des tendances cléricales, (l'intellectuel, prêtre de la révolution) dogmatiques et par conséquent inquisitoriales. Nous le disions. Telle était l'esquisse. Mais, dans sa brièveté, elle ne permettait d'aller assez loin ni dans la compréhension de la pensée d'autrui, ni dans la réplique. C'est pourquoi nous annoncions que le débat serait poursuivi par la critique du dernier ouvrage de Gorz, « Le socialisme difficile ». Michel Contat, un ami de Gorz, s'en est chargé. Nous

lui avons laissé champ libre. Il en a profité pour éclaircir le sujet, sans se limiter au contenu du dernier ouvrage seul. Inévitablement, la discussion prend typographiquement de plus larges dimensions (la concision n'est pas une vertu sartrienne), celle de l'exposé appelant celle de la réponse. Par conséquent, ce numéro sera, pour une fois, unilatéral dans sa composition, presque entièrement consacré à une sorte de débat idéologique; il en valait la peine, pensions-nous.

L'agressivité de notre esquisse de cet automne a donné le ton au débat. Aussi que le lecteur non averti ne s'étonne pas de l'humour initial de l'article de Contat. Allusion est faite aux incidents qui accompagnèrent des chahuts organisés à Lausanne contre un film commercial sur la guerre du Vietnam, où les manifestants furent bousculés, avec une énergie excessive, par un service d'ordre débordé; nous connaissons de près les limites de faible épopee de l'incident; mais, comme les étudiants bavarois cultivaient autrefois les balafrés, signes de leur virilité, d'autres aiment aujourd'hui à rappeler martyrologiquement le souvenir bleu d'un bleu.

Un dernier point, en guise d'introduction. Le titre est bien choisi. Dans la seconde moitié du XX^e siècle, le socialisme ne peut être que difficile à assumer, en fonction même de ses exigences. Mais, à partir de là, quelle voie choisir ? Dans l'ordre de la discussion, le point de vue gorzien, puis celui de D.P.

Le socialisme difficile

Rendant compte dans D.P. de la conférence donnée par André Gorz en octobre dernier, André Gavillet relevait, non sans malice, le caractère inhabituellement composite du public réuni à la Maison du Peuple. Puisque l'occasion m'est donnée d'écrire dans un journal qui ne fait nul mystère de ses liens avec le parti socialiste, je m'en voudrais de ne pas en profiter pour relever, à mon tour, un trait singulièrement plaisant de cette manifestation : la présence au côté du conférencier, en la personne de M. Deppen, élu socialiste et directeur de police, du matraqueur d'une bonne partie de l'assemblée (celle-là même, j'imagine, que Gavillet nommait « la gauche des XVI^e arrondissements lausannois »). Spectacle rare et, avouons-le, encourageant : si matraqueurs et matraqués se réunissent pour écouter des propos révolutionnaires, c'est que le front commun, décidément, n'est plus très loin.

Restera à établir le programme. Programme minimum ou « alternative globale » ? Cette question nous ramène, sacrifice fait à la polémique, à l'objet de cet article. La mise en question du front commun sur programme minimum est en effet le principal but immédiatement politique du dernier livre de Gorz « Le Socialisme difficile » (Ed. du Seuil), dont il s'agit ici. Disons d'emblée que la lecture de ce livre, le plus riche de ceux qui se sont proposés ces dernières années à la réflexion théorique et politique du mouvement ouvrier européen, est une nécessité absolue pour quiconque prétend non seulement comprendre l'évolution de nos sociétés dites opulentes, mais agir dans le sens d'une transformation radicale de celles-ci pour instaurer une société authentiquement socialiste. Du sérieux et de la volonté d'approfondissement avec lesquels sera mené le libre débat auquel appelle Gorz, dépend aujourd'hui dans une large me-

sure l'indispensable renouvellement du mouvement socialiste occidental. (Précisons, avec Gorz : « J'appelle socialistes toutes les forces qui poursuivent effectivement la réalisation du socialisme, et donc l'abolition des rapports de production et de l'Etat capitalistes, et non les seuls partis dits socialistes et qui souvent ne le sont pas. ») C'est dire qu'en Suisse — où le niveau théorique est à l'étiage et où, en dépit de succès électoraux et d'un activisme au jour le jour qui parvient de moins en moins à faire illusion, la gauche ronronne dans une semi-léthargie intellectuelle — la discussion ouverte et démocratique des thèses de Gorz à tous les échelons des partis est particulièrement urgente¹.

Il y a trois ans Gorz publiait « Stratégie ouvrière et néo-capitalisme », une étude solidement documentée où, avec une rigueur et une cohérence exemplaires d'intellectuel rompu à la dialectique marxiste, étaient soulevées les questions essentielles auxquelles la gauche révolutionnaire doit répondre, si elle veut se donner les moyens de prendre en main une évolution qui, faute d'une stratégie ouvrière offensive et dynamique, se fera inévitablement malgré elle et contre elle. On connaît la thèse principale du livre, qui peut très grossièrement se résumer ainsi : la suppression — relative — de la misère par les sociétés capitalistes « avancées » a pour conséquence que les revendications au nom des besoins immédiats n'ont

¹ Un organe comme D.P., qui a manifesté son intention de dépasser la phraséologie révolutionnaire au profit d'analyses concrètes des structures socio-économiques de notre pays, et qui, à ce titre, est apprécié par l'ensemble de la gauche, a un rôle important à jouer en tant que lieu de rencontre, et d'affrontement, pour les intellectuels de gauche de toutes tendances.

Le socialisme difficile (suite)

plus par elles-mêmes de contenu révolutionnaire. Ceci, toutefois, n'implique aucunement que l'élévation de son niveau de vie — consécutif à l'enrichissement de la société tout entière — ait entraîné l'embourgeoisement de la classe ouvrière et que celle-ci, ayant perdu sa vocation à l'hégémonie, ne puisse plus prétendre au rôle de classe dirigeante. Le capitalisme n'a pas changé de nature : l'exploitation des producteurs par la classe détentrice des moyens de production reste notre réalité fondamentale, la lutte des classes, pour avoir pris des formes moins ouvertes, n'en reste pas moins à l'œuvre dans nos sociétés, qui correspondent toujours, pour l'essentiel, au schéma qu'en a donné Marx. Ce n'est pas le marxisme qui est dépassé, mais bien la pratique politique des organisations qui s'en réclament. Car le fait est que, si le capitalisme occidental a su trouver les moyens de surmonter les crises conjoncturelles dont Marx avait prophétisé qu'elles le détruirait ; si, grâce à des concentrations économiques et à une planification qui ont reculé les seuils de rupture de la libre économie de marché, il est parvenu à résoudre un certain nombre de ses contradictions les plus explosives, le mouvement ouvrier, en revanche, s'est montré jusqu'ici incapable de s'adapter aux conditions du capitalisme moderne. La gauche révolutionnaire n'a pas réussi à exploiter les brèches ouvertes dans le système par ses luttes de la première partie du siècle, elle s'est contentée d'opposer au dynamisme du capitalisme monopolistique des actions défensives d'arrière-garde, bref elle a perdu l'initiative.

Les raisons de cette démission — qui a pu, dans des pays comme la France ou l'Italie d'après-guerre, se masquer par des actions revendicatives extrêmement dures, mais a pris son vrai visage en Suisse, avec le consentement, sous l'influence de l'opportunisme social-démocrate, à une paix du travail désastreuse — sont trop nombreuses pour qu'on puisse faire davantage ici qu'en évoquer quelques-unes : abandon des principes marxistes par le socialisme réformiste, division de la gauche, bureaucratisation des partis communistes suite à l'isolement dans lequel les retranchait leur dépendance à l'égard du stalinisme soviétique, guerre froide, carence théorique, etc.

Dans « La Morale de l'Histoire » (Seuil, 1959), ouvrage de transition après « Le Traître », Gorz avait déjà donné de ces causes une analyse originale mais à laquelle on a pu reprocher, à juste titre, son abstraction excessive. « Stratégie ouvrière et néo-capitalisme », dont « Le Socialisme difficile » développe, complète et approfondit les théories principales, débouche en effet sur une politique concrète et propose des remèdes difficiles, précisément, mais positifs et possibles à la carence stratégique du mouvement socialiste. Gorz rejoint là les positions exprimées, avec moins de rigueur, par les théoriciens les plus avancés des partis marxistes européens, en particulier par la gauche du parti communiste italien (les « ingraiens ») et par des intellectuels comme Bruno Trentin ou Lelio Basso.

Le combat politique de Gorz se déroule, avec une violence inégale, sur deux fronts : contre le réformisme subalterne des sociaux-démocrates et contre le gauchisme des « maximalistes » de tendance plus ou moins pro-chinoise. Aux premiers, il est fait un procès radical : les réformes partielles du « socialisme rampant » (creeping socialism), loin de s'additionner pour réaliser, par effet cumulatif, un passage graduel et insensible du capitalisme au socialisme, ne font en définitive que consolider le système par des aménagements qui le servent ; la social-démocratie est complice du capitalisme, qu'elle contribue à perpétuer en le rendant viable grâce à des réformes isolées, auxquelles elle accepte expressément de se limiter pour ne pas « casser la machine ». Les formations sociales-démocratiques, comme leur participation au pouvoir dans le nombre de pays européens en té-

moigne suffisamment, sont l'expression du néo-capitalisme dynamique en lutte contre les structures vieillies du capitalisme anarchique, qui font obstacle au plein développement du système.

Faut-il dès lors taxer de réformiste toute action à l'intérieur du capitalisme et se réfugier dans une farouche boudoirie gauchiste en attendant l'épreuve de force qui naîtra d'une improbable crise générale du système ? « Si la révolution socialiste n'est pas possible immédiatement, la réalisation de réformes immédiatement destructrices du capitalisme n'est pas possible non plus. Ceux qui rejettent comme réformiste tout autre type de réformes que ces réformes-là, rejettent en réalité la possibilité même d'une **stratégie de la transition** et d'un processus de transition au socialisme », répond Gorz aux « maximalistes », dont il montre que le catastrophisme est par nature attentiste.

Entre l'opportunisme social-démocrate et le catastrophisme prophétique, il y a place en effet pour la mise en application d'une stratégie offensive, qui préfigurera à chaque étape une « alternative globale » au capitalisme et profitera « à chaud » de chaque conquête partielle pour accentuer l'antagonisme de classe au moyen de luttes allant toujours se durcissant, jusqu'à l'épreuve de force finale, dont elle aura créé les conditions objectives et subjectives. « Dans la pratique, ce qui distingue une stratégie socialiste de réformes d'un réformisme de type néo-capitaliste, c'est moins **chacune** des réformes préconisées et **chacun** des objectifs programmatiques, que : 1. la présence ou l'absence de **liens organiques** entre les diverses réformes; 2. la cadence et les modalités de leur mise en œuvre; 3. la volonté ou l'absence de volonté de mettre à profit pour de nouvelles actions de rupture le bouleversement de l'équilibre provoqué par les premières actions réformatrices. »

Plutôt que sur un programme minimum de réformes ambiguës, qui « à la différence d'un programme de transition ou d'une stratégie de réformes, (...) interdit aux forces socialistes, sous peine de rupture du pacte, de mettre à profit la dynamique du processus déclenché par les mesures initiales, et même de riposter par une contre-offensive à l'offensive des forces capitalistes », les forces de gauche doivent clairement s'entendre sur l'objectif final, autrement dit sur la définition d'un modèle socialiste.

Il est évident, ou il devrait l'être, que ce modèle n'est encore **réalisé** nulle part et que les pays socialistes de l'est européen, qui ont fait leur révolution à partir de conditions totalement différentes, ne peuvent en aucune façon en tenir lieu. Le modèle de développement socialiste ne peut surgir davantage du mécontentement immédiatement conscient des travailleurs. En effet, le conditionnement idéologique dont ils sont l'objet détourne, réprime et censure, au sens psychologique, leurs aspirations profondes et leurs besoins, qui ne trouvent la plupart du temps à s'exprimer que par des revendications purement quantitatives. Poser au système de valeurs qui prévaut actuellement (consommation, loisirs passifs, etc.) un modèle de changements **qualitatifs** requiert donc la médiation d'intellectuels capables de critiquer le mode de vie, les valeurs et la rationalité capitalistes. Le développement du capitalisme, de ses mécanismes d'aliénation et de prévention de la prise de conscience, a rendu plus urgent et plus indispensable le rôle des intellectuels. Il incombe à ceux-ci de définir l'**« alternative globale »** en soumettant à une critique radicale non seulement le régime mais aussi la pratique politique de l'opposition lorsqu'elle se borne, au nom du réalisme, à une tactique possibiliste. Réclamer de l'intellectuel qu'il propose des objectifs à court terme, qu'il se mette à la place des responsables politiques pour leur suggérer des solutions immédiatement « constructives », c'est oublier que sa tâche n'est pas de se déterminer en fonction de ce qui peut être mais de ce qui doit être, donc que la praxis intellectuelle, dans la mesure où elle est **projet** et définit des valeurs, est forcément volontariste. Ce volontarisme de l'avant-garde ne saurait être tenu pour une abstraction utopique, pour autant qu'il s'articule sur des actions de masse à travers lesquelles une volonté socialiste se construit quotidiennement. Le

rôle de l'intellectuel lié au parti révolutionnaire n'est donc pas d'apporter ses lumières aux masses ignorantes, ni de proposer des solutions toutes faites aux problèmes qu'il soulève, mais de maintenir ouvertes par sa critique synthétique les perspectives socialistes qui doivent ordonner les actions limitées, bref de « faire poindre à l'horizon des batailles quotidiennes l'objectif du socialisme **comme leur sens déjà présent**. »

Quelles leçons le mouvement ouvrier suisse peut-il tirer des thèses de Gorz ? Il faudrait un autre article pour les examiner en détail. Mais quelques-unes s'imposent avec évidence. Préparer le socialisme en Suisse passera nécessairement par :

- la suppression de la paix du travail au profit d'actions offensives qui élèveront le niveau de conscience des masses en leur faisant faire dès maintenant l'expérience de la gestion économique;
- l'abandon des programmes fourre-tout, à visées prioritairement électoralistes, pour un programme à long terme fixant clairement l'objectif final;
- le dépassement de la méfiance traditionnelle à l'égard des intellectuels dont la praxis sera reconnue pour essentielle;
- le réveil théorique par le développement d'analyses concrètes et rigoureuses;
- le remplacement des accords d'appareil par des actions locales où s'élaborera, à la base, l'unité de la gauche;
- l'éclatement du Parti socialiste dont l'aile gauche se rapprochera du Parti du Travail;
- le refus de la part de celui-ci de tout alignement automatique sur les positions soviétiques dans la stratégie socialiste internationale;
- le renouvellement de ses cadres, donc de sa pensée politique et de sa pratique tant interne qu'externe, qui se débarrasseront de tout dogmatisme et de tout sectarisme.

Ces quelques points paraîtront sans doute bien généraux et encore fort abstraits aux tenants du réalisme efficace, dont D.P. s'est fait le porte-parole. Je leur réponds d'avance par une question, posée au nom même de l'efficacité :

Le rapprochement qui s'esquisse entre la Suisse et le Marché commun aboutira, à moyen terme, très probablement à une association. Or, on le sait, le Marché commun entraîne inévitablement l'extension au cadre européen des luttes syndicales, qui devront nécessairement se coordonner pour obtenir le moindre succès. Quelle figure feront aux yeux de leurs propres adhérents les centrales syndicales suisses, tétanisées par trente ans de collaboration avec le capital, lorsqu'elles seront confrontées à des organisations combatives comme la C.G.T. française et la C.G.I.L. italienne ? Les travailleurs suisses se tourneront alors vers les partis politiques non compromis avec les directions syndicales — ce qui exclut le Parti socialiste dont les représentants, dans leur majorité, sont aussi dirigeants syndicaux. S'il lancera dès à présent des mots d'ordre à orientation syndicale, ouvrant aux travailleurs eux-mêmes des perspectives auto-gestionnaires, le Parti du Travail — qui reste malgré ses lourdes erreurs le seul parti **objectivement** révolutionnaire — pourrait en quelques années conquérir la base ouvrière qui lui fait actuellement défaut. Où donc est le réalisme ? Dans le court, le moyen, ou dans le long terme ? L'exemple que je viens de donner — c'en est un parmi beaucoup d'autres — répond par lui-même. En Suisse autant que dans les autres pays avancés, et précisément à cause de l'interdépendance internationale des capitalismes, le socialisme reste une tâche du présent. Encore faut-il savoir ce que l'on se veut... C'est à le définir qu'un livre comme celui de Gorz contribue avec une intelligence dont il ne faut pas s'étonner qu'elle paraîsse inquisitoriale à ceux qui ont délibérément la leur au service de la mystification politique.

Michel Contat